



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 28 février 2025 portant mise en demeure à la Société RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM) de remettre un dossier de réexamen, pour les installations du site de Bergheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « directive IED »,

VU la décision d'exécution (UE) n°2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil,

VU le Code de l'environnement, notamment l'article L. 171-8.I ainsi que la partie réglementaire livre V, titre 1er, section 8, chapitre V, relative aux installations relevant de la directive susvisée et en particulier, ses articles R. 515-59 (3° paragraphe I), R. 515-70 à R. 515-72, L. 515-30 et R. 515-81,

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, notamment son article 64,

VU l'arrêté préfectoral n°2011-283-3 du 10 octobre 2011 autorisant la société RMB à exploiter une installation de stockage de déchets sur le territoire de la commune de Bergheim modifié,

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est du 13 novembre 2024 relatant l'absence de dossier de réexamen, ainsi que le projet d'arrêté de mise en demeure adressé à l'exploitant, par recommandé avec accusé de réception du 12 février 2025,

Considérant que la société RMB exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), visée par la rubrique n°3540 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),

Considérant que l'installation exploitée est en conséquence soumise aux dispositions des articles R. 515-58 et suivants du Code de l'environnement et en particulier, des dispositions de l'article R. 515-70 relatives au réexamen des conditions de l'autorisation d'exploiter,

Considérant que la décision d'exécution n° 2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018 susvisée exclut les installations de stockage de déchets de son champ d'application,

Considérant néanmoins que l'article R. 515-70.II prévoit que « *si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions* »,

Considérant que l'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé impose la mise en œuvre de la procédure de réexamen, prévue à l'article R. 515-70 du code précité, trois ans après la publication des conclusions sur les MTD relatives au traitement de déchets,

Considérant en conséquence que pour ses installations, la société RMB aurait dû remettre au préfet, au plus tard le 17 août 2022, le dossier de réexamen mentionné à l'article R. 515-71 et décrit à l'article R. 515-72 du code précité,

Considérant qu'à ce jour, aucun élément relatif à la nécessité de production de rapport de base n'a été communiqué à l'inspection ou à défaut, un mémoire de justification de non-présentation de rapport de base, conformément au point 3° du I de l'article R. 515-59 du Code de l'environnement et plus précisément, les articles L. 515-30 et R. 515-81,

Considérant que la société RMB n'a pas transmis le dossier de réexamen précité et qu'elle n'a fourni aucun élément relatif au rapport de base évoqué ci-avant,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code précité, qui prévoient que « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

la société RMB, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé route de Rodern à BERGHEIM, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 :

dans un délai de deux mois, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ainsi que celles des articles R. 515-70-II, R. 515-71 – I et R. 515-72

du code précité. Celles-ci imposent que les exploitants des installations relevant de la rubrique 3540 déposent un dossier de réexamen.

Article 3 :

dans un délai de deux mois, l'exploitant respecte les dispositions des articles R. 515-59, L. 515-30 et R. 515-81 du code précité, imposant un rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du même code, à défaut, un mémoire justificatif de non-soumission est requis.

Article 4 :

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : délais et voies de recours

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6:

le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société RMB.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD